

Signons l'initiative européenne pour le revenu de base

[Interviewée](#) par le passé sur le Framablog, nous accueillons à nouveau [Carole Fabre](#) dans nos colonnes pour vous inviter à [signer](#) une pétition-votation en faveur du [revenu de base](#).

Si vous adhérez au concept bien entendu, celui d'un revenu versé par une communauté politique à tous ses membres, sur une base individuelle, sans conditions de ressources ni exigence de contrepartie. Ou plus simplement si vous souhaitez que ce sujet soit débattu publiquement et mis dans le futur agenda de nos politiques.

Je me souviens d'une intervention d'Antoine Moreau qui disait que « les licences libres et le revenus de base étaient les deux piliers d'une future révolution ». Utopie ou prophétie ?

Voir aussi cette [conférence TEDX](#) Bordeaux de Carole Fabre.



Amis du libre,

on sait bien que la route est longue, mais que la voie est libre !

Avec le revenu de base, je vous propose de rendre le chemin un peu moins long... ☐

Le revenu de base, c'est une somme d'argent donnée mensuellement à tous les citoyens, individuellement, de la naissance à la mort, et sans aucune condition. Pour ceux qui découvrent cette idée, je vous invite à vous renseigner en allant sur le site revenuebase.info.

Vous êtes nombreux à être en route pour porter des valeurs différentes de celles qui sont en train de nous mener droit au mur. Le logiciel libre porte en lui-même une révolution de nos moyens de productions, une réappropriation de nos actes. Créer, partager, améliorer, tous contributeurs, acteurs de nos vies.

Le libre est aussi en train de sortir du code numérique seul,

sa philosophie s'étend, de nombreux projets voient le jour où tout est copiable, partageable, améliorable, comme par exemple l'[Open Source Ecology Project](#).

C'est un réel changement de paradigme, de projet de société, de vivre ensemble. Beaucoup d'entre vous travaillent bénévolement pour faire avancer le changement nécessaire, le soir, les week-ends. Beaucoup d'entre vous, si vous n'êtes pas au chômage ou au RSA, travaillent la journée dans des entreprises qui n'ont pas encore amorcé ce cap et qui, hélas, bien souvent, n'ont pas l'intention de le faire. Et il y a quelques chanceux qui ont réussi à trouver à être rémunérés avec leur passion du libre, mais si rares...

Alors, le revenu de base, c'est le booster indispensable pour accélérer la mutation, le levier qui va nous permettre de nous consacrer à fond à nos passions.

Les Suisses, grâce à leur système référendaire, ont obtenu récemment le nombre de signatures suffisantes pour que le revenu de base passe en référendum. Cela va avoir lieu d'ici deux ans.

En Europe, il existe, depuis peu, un système qui se rapproche de la démocratie suisse. Ce sont les [Initiatives Citoyennes Européennes, ICE](#) pour le raccourci. Une ICE, pour que le revenu de base soit étudié par les institutions européennes, a démarré au printemps 2013. Si nous atteignons 1 million de signatures avant le 14 janvier 2014, la commission européenne pourra lancer de vastes études tant économiques que sociales pour étudier l'impact du revenu de base dans nos sociétés ... et donc à terme l'instaurer rapidement ? Nous l'espérons.

Sachez, que de nombreuses études ont déjà eu lieu à ce sujet, notamment au niveau du financement, vous retrouverez tous les liens sur le site revenuebase.info et sur le site du [BIEN \(Basic Income Earth Network\)](#).

Même si vous n'êtes pas complètement convaincu de cette idée,

si vous n'avez pas eu le temps de bien vous renseigner, signez cette pétition-votation pour faire avancer l'idée en Europe et en France.

Plus de 170.000 citoyens européens ont déjà signé, faites-vous aussi entendre votre voix !

Pour signer directement c'est ici : sign.basicincome2013.eu
(le site européen est basicincome2013.eu)

Et comme c'est officiel, vous devez fournir votre identité exacte et même un numéro d'identité. Cela fait peur à beaucoup de monde, nous n'avons pas l'habitude. En général, un simple mail suffit pour signer des pétitions en ligne. Là nous sommes dans un cadre officiel, c'est comme une votation. Tout est hébergé sur des serveurs au Luxembourg, tous est chiffré et les fichiers seront détruits deux mois après la fin de l'ICE. Pas de panique, donc, hein ☐

C'est sûr, c'est pas gagné encore pour atteindre les 1 million de signatures, mais tout est possible, car en fin de course, bien souvent nous nous réveillons pour signer :)

Et puis c'est bientôt Noël et le Père-Noël, lui-même en personne, a promis de nous aider ☐

Regarde le capitalisme tomber à l'ère de la production Open Source

« Le logiciel libre, l'innovation partagée et la production collaborative menacent le capitalisme tel que nous le

connaissons. » C'est ainsi que [Michel Bauwens](#) résume son propos dans les colonnes du site d'Aljazeera.

Le *menace* vient du fait qu'à l'aide d'Internet nous créons beaucoup plus de valeur d'usage (qui répond à nos besoins) que de valeur d'échange (qui se monétise facilement^[1]).

Menace pour les uns, opportunité et espoir pour les autres...



La question à 100 milliards de dollars de Facebook : Le capitalisme survivra-t-il à « l'abondance de valeur » ?

[The \\$100bn Facebook question: Will capitalism survive 'value abundance'?](#)

Michel Bauwens – 29 février 2012 – Aljazeera

(Traduction Framalang/Twitter/[Fhimt.com](#) : Lambda, vg, goofy, fcharton, btreguier, Hg0, Martin, bu, pvincent, bousty, pvincent, deor, cdddm, C4lin, Lamessen et 2 anonymes)

Le logiciel libre, l'innovation partagée et la production collaborative menacent le capitalisme tel que nous le connaissons.

Facebook exploite-t-il ses utilisateurs ? Et d'où vient la valeur estimée à 100 milliards de dollars de la société ?

Ce débat n'est pas nouveau. Il ressurgit régulièrement dans la blogosphère et dans les cercles universitaires, depuis que Tiziana Terranova a inventé le terme de « travail libre/gratuit » (*NdT : Free Labour*) pour qualifier une nouvelle forme d'exploitation capitaliste du travail non rémunéré – faisant d'abord référence aux téléspectateurs de médias audiovisuels traditionnels et maintenant à une nouvelle génération d'utilisateurs de médias sur des sites comme Facebook. Cet avis peut se résumer très succinctement par le slogan : « Si c'est gratuit, c'est que vous êtes le produit ».

Ce terme a été récemment relancé dans un article de Christopher Land et Steffen Böhm, de l'Université de l'Essex, intitulé [« Ils nous exploitent ! Pourquoi nous travaillons tous pour Facebook gratuitement »](#). Dans ce court essai, ils affirment haut et fort que « nous pouvons placer les utilisateurs de Facebook dans la catégorie des travailleurs. Si le travail est considéré comme une *activité productive*, alors mettre à jour son statut, cliquer sur *j'aime* en faveur d'un site internet, ou devenir *ami* avec quelqu'un crée la marchandise de base de Facebook. »

Cette argumentation est toutefois trompeuse, car elle mélange deux types de créations de valeurs qui ont déjà été reconnues différentes par les économistes politiques au XVIIIe siècle. La différence se trouve entre la [valeur d'usage](#) et la [valeur d'échange](#). Pendant des milliers d'années, dans le cadre de production non capitalistes, la majorité des travailleurs produisait directement de la « valeur d'usage » – soit pour subvenir à leurs propres besoins, soit sous forme de contributions pour la classe dirigeante du moment. C'est seulement avec l'arrivée du capitalisme que la majorité de la population active a commencé à produire de la « valeur d'échange » en vendant son travail aux entreprises. La différence entre ce que nous sommes payés et ce que les gens

payent pour le produit que nous faisons est la « plus-value ».

Mais les utilisateurs de Facebook ne sont pas des travailleurs produisant des marchandises pour un salaire, et Facebook ne revend pas ces marchandises sur le marché pour créer de la plus-value.

Bien sûr, les utilisateurs de Facebook ne créent pas directement une valeur d'échange, mais plutôt une valeur de *communication*. Ce que fait Facebook, c'est permettre le partage et la collaboration autour de sa plateforme. En autorisant, encadrant et « contrôlant » cette activité, on crée des profils et des centres d'intérêt. Et ce sont ces profils et ces centres d'intérêt qui sont par la suite vendus aux publicitaires, pour un montant estimé de 3,2 milliards de dollars par an (*NdT : environ 2,4 milliards d'euros*), soit une recette publicitaire par utilisateur d'à peine 3,79 dollars (*NdT : 2,85 euros*).

En fait Facebook fait beaucoup plus que vendre de votre attention et disponibilité (*NdT : temps de cerveau disponible ?*). Leur connaissance de notre comportement social, individuel et collectif, a une importance stratégique indiscutable aussi bien pour les politiques que pour les sociétés commerciales. Mais cette plus-value vaut-elle réellement 100 milliards de dollars ? Cela reste un pari spéculatif. Pour le moment, il est probable que le quasi milliard d'utilisateurs de Facebook ne trouve pas les 3,79 dollars de recettes publicitaires très exploitables, d'autant plus qu'ils ne payent pas pour utiliser Facebook, et qu'ils utilisent le site volontairement. Ceci étant dit, il y a un prix à payer à ne pas utiliser Facebook : un certain isolement social par rapport à ceux qui l'utilisent.

Créer de la rareté

Il est néanmoins important de noter que Facebook n'est pas un phénomène isolé, mais fait partie d'une tendance bien plus

large et lourde de nos sociétés connectées : l'augmentation exponentielle de la création de valeur utile par des publics productifs, ou « [productilisateurs](#) » (*NdT* « *producers* »), comme [Axel Bruns](#) aime à les appeler. Il faut en effet bien comprendre que cela crée un problème de taille pour le système capitaliste, mais aussi pour les travailleurs tels qu'on les conçoit traditionnellement. Les marchés sont définis comme des moyens d'attribution de ressources rares, et le capitalisme n'est en fait pas simplement un système « d'attribution » de la rareté mais aussi un système de création de la rareté, qui ne peut accumuler du capital qu'en reproduisant et développant les conditions de cette rareté.

Sans tension entre l'offre et la demande, il ne peut y avoir de marché ni d'accumulation de capital. Or ce que font actuellement ces « productilisateurs », c'est créer des choses, avant tout immatérielles comme de la connaissance, des logiciels ou du design, aboutissant à une abondance d'information facile à reproduire et à exploiter

Cela ne peut se traduire directement en valeur marchande, car ce n'est pas du tout rare ; c'est au contraire surabondant. De plus, cette activité est exercée par des travailleurs du savoir (*NdT knowledge workers*) dont le nombre augmente régulièrement. Cette offre surabondante risque de précariser l'emploi des travailleurs du savoir. Il en découle un exode accru des capacités de production en dehors du système monétaire. Par le passé, à chaque fois qu'un tel exode s'est produit, les esclaves dans l'Empire Romain en déclin, ou les serfs à la fin du Moyen Age, cela a coïncidé avec l'avènement de conditions pour des changements économiques et sociétaux majeurs.

En effet, sans le support essentiel du capital, des biens et du travail, il est difficile d'imaginer la perpétuation du système capitaliste sous sa forme actuelle.

Le problème est là : la collaboration via Internet permet une

création massive de la valeur d'usage qui contourne radicalement le fonctionnement normal de notre système économique. D'habitude, les gains de productivité sont en quelque sorte récompensés et permettent aux consommateurs d'en tirer un revenu et d'acheter d'autres produits.

Mais ce n'est plus le cas désormais. Les utilisateurs de Facebook et Google créent de la valeur commerciale pour ces plateformes, mais de façon très indirecte, et surtout ils ne sont pas du tout récompensés pour leur propre création de valeur. Leur création n'étant pas rémunérée sur le marché, ces créateurs de valeur n'en tirent aucun revenu. Les médias sociaux sont en train de révéler un important défaut dans notre système économique.

Nous devons relier cette économie sociale émergente, basée sur le partage de la création, avec les plus authentiques expressions de la production collaborative orientée vers le [bien commun](#), comme en témoignent déjà l'économie de l'Open Source et de l'usage équitable des contenus libres (dont la contribution est [estimée](#) à un sixième du PIB américain). Il ne fait pas de doute sur le fait qu'un des facteurs clés du succès actuel de la Chine réside en une savante combinaison de l'Open Source, tel que l'exemple de [l'économie locale à Shanzai](#), avec une politique d'exclusion des brevets imposée aux investisseurs étrangers. Cela a offert à l'industrie chinoise une innovation ouverte et partagée en boostant son économie.

Même si l'économie de l'Open Source devient le mode privilégié de création des logiciels, et même si elle permet de créer des entreprises qui génèrent des chiffres d'affaires de plus d'un milliard d'euros, comme [Red Hat](#), la conséquence globale est plutôt la déflation. Il a en effet été [estimé](#) que l'économie du libre réduisait annuellement de quelque 60 milliards de dollars le volume d'affaires dans le secteur des logiciels propriétaires.

Ainsi, l'économie de l'Open Source détruit plus de valeur dans le secteur propriétaire qu'elle n'en crée. Même si elle engendre une explosion de la valeur d'usage, sa valeur d'échange, monétaire et financière décroît.

La fabrication Open Source

Les mêmes effets surviennent quand le partage de l'innovation est utilisé dans la production physique, où il combine à la fois l'approche Open Source des moyens de distribution et l'affectation de capitaux (en utilisant des techniques comme la [production communautaire](#), ou [crowdfunding](#), et des plateformes dédiées comme [Kickstarter](#)).

Par exemple, la [Wikispeed SGT01](#), une voiture qui a reçu cinq étoiles en matière de sécurité et peut atteindre 42,5 km/litre (ou 100 miles par gallon), a été développée par une équipe de bénévoles en seulement trois mois. La voiture se vend au prix de 29.000 dollars, environ un quart du prix que pratiquerait l'industrie automobile traditionnelle, et pour laquelle il aurait fallu cinq années de [R&D](#) ainsi que des milliards de dollars.

[Local Motors](#), une entreprise automobile ayant fait le choix du [crowdsourcing](#) et connaissant une croissance rapide, annonce qu'elle produit des automobiles 5 fois plus rapidement que Detroit, avec 100 fois moins de capitaux, et Wikispeed a réussi à mettre en place des temps de design et de production encore plus rapides. En ayant fait le pari de l'intelligence distribuée, la voiture Wikispeed a été pensée pour être modulaire, en utilisant des techniques de programmation logicielle efficaces et sophistiquées (telles que la [méthode agile](#), [Scrum](#) et [Extreme Programming](#)), un design ouvert ainsi qu'une production effectuée par des PME locales.

Et [Arduino](#), un simple petit circuit imprimé de prototypage électronique Open Source, fonctionnant sur le même principe que Wikispeed, provoque une baisse des prix dans son secteur

et une extraordinaire effervescence dans les toujours plus nombreux [fab labs](#) (NdT : cf [l'histoire d'Arduino](#)). Si le projet de Marcin Jakubowsky [Open Source Ecology](#) rencontre le succès alors nous aurons à disposition de tous 40 différents types de machines agricoles bon marché rendant un village auto-suffisant. Dans tous les domaines où l'alternative de la production Open Source se développe – et je prédis que cela affectera *tous* les domaines – il y aura un effet similaire sur les prix et les bénéfices des modèles économiques traditionnels.

« Consommation collaborative »

Une autre expression de l'économie du partage est la [consommation collaborative](#), ce que [Rachel Botsman](#) et [Lisa Gansky](#) ont démontré dans leurs récents livres respectifs [What's Mine Is Yours: The Rise of Collaborative Consumption](#) et [The Mesh: Why The Future of Business is Sharing](#). Il se développe rapidement une économie du partage autour du secteur des services affectant même les places de marché et les modes de vie des gens.

Par exemple, il a été estimé qu'il y a environ 460 millions d'appartements dans le monde développé, et que chaque foyer possédait, en moyenne, une valeur de 3000 dollars disponibles en biens inutilisés. Il y aurait un intérêt économique manifeste à utiliser ces ressources qui dorment. Pour la plus grande part d'ailleurs, elles ne seront pas rentabilisées, mais échangées ou troquées gratuitement. Le modèle même du *partage payant* aura un effet de dépression sur la consommation de produits neufs.

De tels développements sont bénéfiques pour la planète et bons pour l'humanité, mais globalement sont-ils bons pour le capitalisme ?

Qu'arrivera-t-il à ce dernier à l'heure du développement croissant des échanges via les médias sociaux, de la

production et de la consommation collaborative des logiciels et des biens ?

Qu'arrivera-t-il si notre temps est de plus en plus dédié à la production de valeur d'usage (une fraction de ce qui crée la valeur monétaire) sans bénéfices substantiels pour les producteurs de valeur d'usage ?

La crise financière commencée en 2008, loin de diminuer l'enthousiasme pour le partage et la production par les pairs, est en fait un facteur d'accélération de ces pratiques. Ce n'est plus seulement un problème pour des masses laborieuses de plus en plus précarisées, mais également pour le capitalisme lui-même, qui voit ainsi s'évaporer des opportunités d'accumulation et d'expansion.

Non seulement le monde doit faire face à une crise globale des ressources, mais il fait également face à une crise de croissance, car les créateurs de valeur ont de moins en moins de pouvoir d'achat. L'économie de la connaissance se révèle être un miroir aux alouettes, car ce qui n'est pas rare mais abondant ne peut pas soutenir la dynamique des marchés. Nous nous retrouvons donc face à un développement exponentiel de la création de valeur qui ne s'accompagne que d'un développement linéaire de la création monétaire. Si les travailleurs ont de moins en moins de revenus, qui pourra acheter les biens qui sont vendus par les sociétés ? C'est, pour simplifier, la crise de la valeur à laquelle l'Humanité doit faire face. C'est un challenge aussi important que le changement climatique ou l'accroissement des inégalités sociales.

La débâcle de 2008 était un avant-goût de cette crise. Depuis l'avènement du [néolibéralisme](#), les salaires ont stagné, le pouvoir d'achat a été maintenu artificiellement par une diffusion irraisonnée du crédit dans la société. C'était la première phase de l'économie du savoir, au cours de laquelle seul le capital avait accès aux réseaux qu'il utilisait pour créer de gigantesques multinationales.

Avec la croissance continue de cette économie du savoir, une masse de plus en plus importante des valeurs échangées est constituée de biens intangibles et non plus physiques (*NdT : cf [capital immatériel](#)*). Le marché des changes néolibéral et ses excès spéculatifs peut être vu comme un moyen de tenter d'évaluer la part de *valeur intangible*, virtuelle, qui est ajoutée à la valeur réelle par la coopération. Il fallait que cette bulle explose.

Nous nous trouvons dans la seconde phase de l'économie du savoir, au cours de laquelle les réseaux sont en train d'être étendus à toute la société, et qui permet à tout un chacun de s'engager dans une production collaborative. Ce qui crée de nouveaux problèmes et engendre de nouveaux défis. Ajoutons à cela la stagnation des revenus, la diminution de la masse du travail salarié que cette production collaborative de valeur entraîne, et il est évident que tout ceci ne peut être résolu dans le paradigme actuel. Y a-t-il dès lors une solution ?

Il y en a une mais elle sera pour le prochain cycle : elle implique, en effet, une adaptation de l'économie à la production collaborative, ouvrant par là-même les portes à un dépassement du capitalisme.

[Michel Bauwens](#) est théoricien, écrivain ainsi qu'un des fondateurs de la [P2P \(Peer-to-Peer\) Foundation](#).

Notes

[1] Crédit photo : [Nick Ares](#) (Creative Commons By-Sa)

Bitcoin libérera-t-il la monnaie à l'échelle d'Internet ?

« Papa, tu faisais quoi quand les crédits Facebook sont devenus l'unique moyen de paiement sur internet ? »



C'est par cette phrase cinglante que s'achève le billet de notre ami [Ploum](#), qui nous a fait l'honneur d'un article original sur le Framablog.

Le propos se divise en deux parties.

La première nous explique très clairement pourquoi nous avons urgemment besoin d'un système d'échange monétaire libre et décentralisé, à fortiori lorsqu'il s'agit de micropaiements ou de microdons.

La seconde est consacrée à [Bitcoin](#) (cf [cette vidéo](#)) qui semble potentiellement d'ores et déjà répondre au besoin mais qui n'est pas sans poser questions et problèmes^[1].

Je ne sais si Bitcoin s'imposera, mais celui qui réussira lui ressemblera.

Et ce jour-là Papa sera fier d'annoncer à son rejeton qu'on pourra non seulement se passer des crédits Facebook mais qu'on n'aura plus à trembler servilement lorsque les bourses mondiales se mettent à tousser.

Décentralisation monétaire

Ploum – juillet 2011

Licence Creative Commons By-Sa

Quelle que soit votre motivation profonde, vous êtes beaucoup, parmi les lecteurs de Framasoft, à voir dans l'Internet un espace de liberté, d'expression, de communication, d'échanges, d'entraide et bien d'autres.

Afin que cette liberté soit garantie, il est nécessaire d'éviter à tout prix une centralisation qui mettrait le pouvoir absolu d'un service donné dans les mains d'une seule personne, entreprise ou gouvernement. En effet, [un service décentralisé](#) assure non seulement la pérennité du réseau mais permet également une indépendance d'un client par rapport à un fournisseur de service.

C'est pour cette raison qu'à Framasoft nous sommes de fervents défenseurs de l'email, que nous utilisons XMPP à la place de MSN, que nous préférons [identi.ca](#) à Twitter et que nous suivons avec impatience les progrès de [Diaspora](#) pour proposer une alternative à l'omniprésent Facebook.

Mais si l'entraide, la communication et l'échange sont de très belles choses, ils ne sont malheureusement pas entièrement suffisants et la majorité d'entre nous, [Framasoft inclus](#), a encore terriblement besoin d'argent.

Alors que le troc est entièrement décentralisé, chacun troquant selon ses convenances, l'argent est un service totalement centralisé fourni par les états. D'ailleurs, ne parle-t'on pas de « banque centrale » ?

Ce système est, de plus, complètement opaque, les citoyens devant entièrement faire confiance à l'état central qui, lui-même, délègue une partie de ce pouvoir aux banques privées.

Le fait que ce soit un bien ou un mal reste sujet à

interprétation. Néanmoins, en regard de la crise économique de 2008, il faut bien admettre que le résultat de l'actuelle politique économique centralisée est relativement mitigé. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle certaines collectivités ont développé des [systemes d'échange locaux \(SEL\)](#), en temps qu'alternative locale et auto-gérée à l'économie traditionnelle.

Sur le réseau la situation n'est guère meilleure. Quelques acteurs centralisés comme Visa et Paypal monopolisent les transferts entre monnaie réelle et monnaie virtuelle. Cette situation d'oligopole leur est, bien entendu, fortement profitable : taxes à l'entrée d'argent dans le système, taxe à la sortie d'argent du système, commission sur chaque transaction. Sans compter que toutes vos dépenses, représentant une grande part de votre vie privée, sont fichées et archivées entre les mains d'entreprises pas toujours scrupuleuses.

Au final, il s'ensuit un véritable racket de l'internaute : afin que votre correspondant puisse recevoir 1€ au bout de la ligne, il n'est pas rare de devoir verser 1,20€, 1,50€ voire 1,80€, sous forme de frais fixes et de pourcentage sur la transaction. Ces frais, négligeables pour les grosses sommes, empêchent tout développement réel des petites transactions, des microdons, des micro-achats. Ces entreprises acquièrent également un pouvoir politique, s'octroyant le droit de « geler » ou de supprimer des comptes, comme ce fut le cas pour Wikileaks.

Le transfert de petites sommes est pourtant un moteur de notre économie. Si l'on hésite à acheter un album de musique à 14€, acheter une chanson à 1€ peut se faire sur un coup de tête. Les grandes entreprises ont donc développé des systèmes de « comptes » ou d'abonnements. Vous versez une somme importante en une fois que vous pourrez dépenser petit à petit. L'Apple Store ou les crédits Facebook fonctionnent sur ce principe. Mais outre le fait que ces systèmes sont centralisés, ils

nécessitent d'immobiliser une grosse somme d'un seul coup et ne sont bien sûr pas interopérables. Une fois vos 25€ versés sur Facebook, ils sont irrécupérables et non-transférables en dehors des applications Facebook.

Quelques alternatives tentent également de proposer un modèle original, comme Flattr. Flattr offre en effet de déterminer une somme mensuelle fixe qui sera divisée par le nombre de dons faits chaque mois. Néanmoins, cela reste centralisé et avec des frais prohibitifs. Ainsi, Framasoft ne touche que 90% des [dons faits via Flattr](#).

Une solution idéale serait de proposer un système d'échange monétaire libre et décentralisé. Un tel système existe et a un nom : [Bitcoin](#).

Techniquement, le fonctionnement de Bitcoin est relativement complexe, se basant sur des algorithmes cryptographiques et le peer-to-peer. Le gros problème d'une monnaie virtuelle est d'éviter la « double dépense ». Par essence, une information virtuelle peut être répliquée à l'infini, problème qui tracasse l'industrie musicale depuis plusieurs années.

Bitcoin résout ce problème en utilisant le peer-to-peer. Lorsque Alice donne un bitcoin à Bob, elle rend la transaction publique. Les participants au réseau bitcoin (les « mineurs ») vérifient que la transaction est légitime en s'assurant que, dans leur historique des transactions, Alice est bien la dernière personne à avoir reçu ce bitcoin précis, chaque bitcoin étant unique. Les « mineurs » annoncent sur le réseau que la transaction est confirmée. Quand suffisamment de « mineurs » ont confirmé la transaction, Bob peut considérer que Alice ne pourra plus dépenser son bitcoin et qu'il en est donc le propriétaire. Si Alice tente de redépenser son bitcoin, les « mineurs » refuseront la transaction, arguant que, d'après l'historique, Bob est le légitime propriétaire du bitcoin.

Pour encourager les « mineurs » à faire ce travail de vérification, le réseau gratifie le premier mineur à vérifier chaque bloc de transactions d'un bonus. Ce bonus, qui est pour le moment de 50 bitcoins, décroît avec le temps et a pour conséquence de distribuer la monnaie graduellement à travers le réseau.

Le nombre de bitcoins ainsi générés étant une fonction décroissante, on a pu calculer que le nombre total de bitcoins ne dépasserait jamais 21 millions.

Intrinsèquement, le bitcoin n'a aucune valeur. C'est juste la preuve qu'un échange a été fait. Mais n'en est-il pas de même pour n'importe quelle monnaie ?

Afin de garantir l'anonymat, les transactions ne se font pas directement entre Alice et Bob mais entre deux adresses du type 1GTkuikUyygRtkCy5H6RMuTMGA1ypqLclX, qui est la partie publique d'une clé de cryptage asymétrique. Bob donne à Alice son adresse et seul eux deux savent à qui appartient l'adresse. Le réseau ne possède aucun moyen de lier l'adresse réceptrice à Bob. Bob, de son côté, possède la partie privée de la clé, lui permettant de prouver qu'il est bien le destinataire de tous les bitcoins envoyés à cette adresse. Bob peut générer autant d'adresses qu'il le désire et l'usage est de générer une adresse par transaction.

La facilité d'échange et la rareté du bitcoin en font un candidat idéal pour une monnaie électronique décentralisée. Des sites de vente en ligne acceptant les bitcoins sont donc apparus sur le net. Beaucoup de personnes, tablant sur un succès futur des bitcoins, on décidé d'en acheter une certaine quantité, ce qui a fait monter le prix du bitcoin. Une véritable économie parallèle s'est développée, principalement basée sur la spéculation. La valeur du bitcoin est passée de 0,01€ en novembre 2010 à 25€ en mai 2011, avant de redescendre aux alentours de 10€ en juin 2011.

Si Richard Stallman n'a pas encore pris de position publique au sujet du bitcoin, le fait qu'il s'agisse d'un logiciel libre, décentralisé et permettant des paiements anonymes en fait la coqueluche de certains libristes. La Free Software Foundation elle-même accepte dorénavant les donc en [bitcoins](#). Après moins de deux jours, plus de 270 bitcoins avaient été envoyés anonymement, l'équivalent de près de 700€ de dons à l'époque et 2700€ actuellement !

Mais tout n'est pas rose au pays des bitcoins et les critiques sont nombreuses.

Beaucoup s'étonnent notamment au fait d'attacher de la valeur à quelque chose qui n'en a pas. À ce sujet, le bitcoin ne diffère pas d'un bout de papier ou même d'un morceau de métal jaune brillant. La valeur attachée à un objet est en effet liée à la confiance que le possesseur a de pouvoir échanger cet objet. Mais entre accorder sa confiance à un gouvernement et l'accorder à un réseau P2P décentralisé, il y a un pas que beaucoup hésitent à franchir.

Le bitcoin est anonyme et permet de gros échanges d'argent sans aucun contrôle, tel la vente de drogue ou de services illicites. Les partisans du bitcoin répliquent que bitcoin n'est qu'un outil, comme l'est la monnaie papier. Beaucoup d'outils facilitent les activités illégales: Internet, la cryptographie, le réseau Tor. Il est d'ailleurs déjà possible d'acheter de la drogue en ligne en payant en bitcoins. Faut-il bannir ces outils pour autant ? Une chose est certaine: le bitcoin opère dans une zone encore floue de la légalité. Même les activités parfaitement licites sont confrontées à un problème de taille: comment déclarer des revenus en bitcoins ? Faut-il payer des impôts ? À ce titre, Bitcoin peut être considéré comme un gigantesque SEL à l'échelle d'Internet.

Nombreux, également, sont ceux qui pointent l'inégalité de Bitcoin. En effet, les premiers bitcoins étaient très faciles à générer. Les tous premiers entrants ont donc, sans effort,

récolté des milliers de bitcoins. Est-ce que le fait d'avoir cru en bitcoin avant tout le monde est suffisant pour justifier leur nouvelle richesse ? [Le bitcoin n'est-il pas une gigantesque pyramide de Ponzi ?](#) De manière amusante, cette critique semble typiquement européenne. Dans un monde où la richesse est un signe de succès, les Américains ne semblent en effet pas y voir le moindre inconvénient, surtout dans la mesure où cet enrichissement entièrement virtuel ne s'est pas fait au détriment d'autres personnes.

Économiques, philosophiques, morales, techniques ou politiques, Bitcoin interpelle et soulève de nombreuses questions à propos du système dans lequel nous vivons, ne laissant personne indifférent. À tel point que certains se demandent si le prix actuel du bitcoin n'est pas entièrement artificiel et créé par l'enthousiasme des spéculateurs. Sa difficulté d'utilisation et l'apparent amateurisme des sites acceptant les bitcoins ne semblent pas plaider en faveur du bitcoin.

En Juin 2011, MtGox.com, le principal site d'échange de bitcoin contre des dollars, a été piraté et des opérations ont été réalisées de manière frauduleuse, plongeant l'économie du bitcoin dans l'incertitude pendant une semaine complète. La valeur du bitcoin n'en a que peu souffert mais, pour certains, l'événement a été un signal d'alarme: le bitcoin est encore très expérimental et sa valeur peut tomber à zéro en quelques heures.

Mais, malgré tout, Paypal, les crédits Facebook et les pièces d'or de World of Warcraft nous ont démontré que la généralisation des monnaies virtuelles est [une évolution inéluctable](#). Si elle n'est pas exempte de critiques, Bitcoin semble à ce jour la seule alternative libre et décentralisée utilisable.

Bitcoin disparaîtra-t-il comme une bulle spéculative après quelques mois ? Transformera-t-il durablement la société ?

J'avoue ne pas en avoir la moindre idée mais je sais que mon plus grand cauchemar est de me réveiller un matin avec une petite tête blonde me demandant auprès de mon lit: « Papa, tu faisais quoi quand les crédits Facebook sont devenus l'unique moyen de paiement sur internet ? »

Notes

[1] Crédit photo : [TraderTim](#) (Creative Commons By-Sa)

Une école de la coopération et non de la compétition ?

Vingt personnalités ont récemment lancé un [appel](#) afin de **supprimer les notes** à l'école élémentaire.



Parmi ces personnalités, on notera [Boris Cyrulnik](#), [Axel Kahn](#), [Daniel Pennac](#), [François Dubet](#), [Richard Descoings](#), [Marcel Rufo](#) ou encore [l'ami](#) du logiciel libre [Michel Rocard](#).

L'appel a été repris hier dans un [article de Libération](#) et le moins que l'on puisse dire c'est que cela n'a pas laissé les lecteurs indifférents. C'est une belle foire d'empoigne dans les [commentaires](#) qui dépassent déjà les cinq cents occurrences !

Au delà de l'intéressant débat, ce qui m'a frappé, et qui vaut mention sur ce blog, c'est la dernière phrase en guise de conclusion :

« Nous appelons tous ceux qui souhaitent réaffirmer que l'école élémentaire doit être celle de la coopération et non de la compétition, à signer le présent appel. »

Consciemment ou non, en plein ou en creux, tous ceux qui défendent le logiciel libre et sa culture défendent également un monde où la coopération n'est pas écrasée par la compétition.

Je ne sais si la seule suppression des notes pour un seul niveau^[1] permet d'y arriver (j'aurais même quelques doutes) mais il n'est pas anodin de remarquer que l'opposition coopération / compétition est une grille de lecture de plus en plus souvent utilisée.

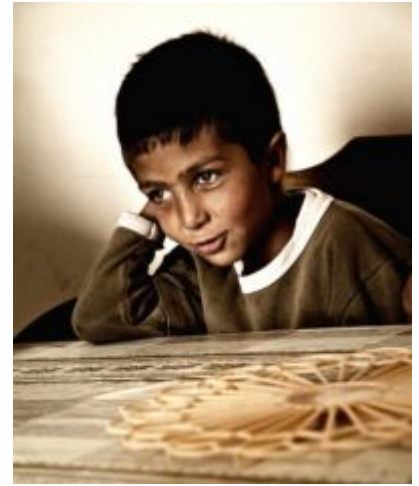
PS : Et à l'âge adulte, dans la sphère du travail, ce serait quoi « un monde sans notes » ? Un monde sans discrimination à la fiche de paie ? Avec un « revenu de vie » garanti pour tous ?

Notes

[1] Crédit photo : [Rolands Lakis](#) (Creative Commons By)

Le Loup et le Chien

Le petit garçon s'ennuyait tout seul chez lui.



Il avait un devoir scolaire à faire pour le lendemain mais il préférait contempler le panorama, par la fenêtre du douzième étage de son appartement : trois barres d'immeuble identiques au sien entourant un parking et un parc, les murs de la résidence, plus loin la route et puis encore plus loin la rivière qu'il aimait bien, même si on ne pouvait plus s'y baigner l'été. Trop polluée avaient dit les autorités.

La vue n'avait rien d'extraordinaire en soi mais elle lui était familière. Et puis c'était amusant de voir tout ça de si haut perché.

Il y avait des enfants qui jouaient juste en bas, dans le parc. Il en connaissait quelques uns. Mais il n'avait pas le droit de les rejoindre. Sa maman disait que ce n'était pas sûr et que c'était de « mauvaises fréquentations ».

Il trouvait que sa maman exagérait parce que tout cela se passait à l'intérieur de la résidence. Une résidence protégée par une enceinte et contrôlée en son unique point d'entrée par un gardien et des caméras de surveillance. En plus chaque immeuble avait ses propres caméras, et pour y pénétrer il y avait un digicode puis un interphone. Le code changeait souvent mais en ce moment c'était « 3142 ». C'est drôle, non, la valeur approchée de *Pi* arrondie au millième ! Il était fier d'avoir trouvé cela tout seul.

Bon, alors, ce devoir scolaire... Il n'avait pas vraiment

d'excuses parce que, contrairement à d'habitude, c'était pas mal intéressant. Il fallait apprendre par coeur la fable de La Fontaine [Le Loup et le Chien](#).

C'est l'histoire d'un loup qui jalouse la vie tranquille et confortable d'un chien jusqu'à ce qu'il découvre que « le prix à payer pour sa sécurité c'est d'être tenu en laisse ». C'est la maîtresse qui disait cela comme ça et c'est vrai qu'elle formulait bien les choses la maîtresse.

Quand elle l'a lu pour la première fois devant nous, elle a posé le livre, s'est assurée que tout le monde avait bien compris et elle a demandé si on préférait le loup ou le chien. Au début, c'était un peu le silence dans la classe. On cherchait surtout à savoir ce que la maîtresse voulait qu'on réponde. Et quand on a pigé qu'elle voulait justement qu'on soit pas d'accord, alors on s'est détendu et on a répondu comme on voulait. Moi, j'ai choisi le chien mais j'étais bien content que la maîtresse ne me demande pas pourquoi.

Le problème, c'est que même quand je les aime bien, je ne suis pas très fort en poésie. Je retiens pas tout et j'ai du mal à me concentrer longtemps sur une tâche. Je le sais puisque c'est ce qu'on me dit depuis la maternelle.

Alors le petit garçon se remit à sa fenêtre. Et il vit alors plusieurs caravanes s'engager puis parcourir lentement la route...

Ils s'en vont, pensa-t-il spontanément. Et cela ne l'étonna pas.

C'est normal, non, pour des « gens du voyage » de s'en aller ailleurs au bout d'un moment ! Sauf que là, il en était sûr, le départ avait été un peu forcé. Et puis d'abord on ne dit pas [gens du voyage](#) mais [Roms](#).

Il avait appris cela – et d'autres choses encore comme la signification des mots « nomade » et « sédentaire » – parce

que depuis leur arrivée, un mois auparavant, on en parlait souvent dans le quartier, à l'école et même à table avec les parents. On en parlait souvent mais on n'en parlait pas avec eux.

Ils s'étaient installés pas loin, à quelques centaines de mètres, mais là encore interdiction familiale formelle d'aller y voir de plus près. Pourtant, maman, contrairement à papa, elle en disait plutôt du bien à table. Elle disait que c'était une communauté ancestrale, avec une riche culture, qui se montrait solidaire et ne s'était pas perdue dans l'individualisme et le consumérisme, et que c'était à nous de nous adapter et non l'inverse. Alors papa lui souriait et lui répondait qu'il ne tenait qu'à elle de tous les inviter ce soir à dormir dans notre salon. Et maman, ça n'avait pas l'air de l'amuser que papa dise ça. Elle répondait un peu énervée qu'il fallait qu'il arrête de faire son malin et que c'était de la « responsabilité des pouvoirs publics », expression que j'avoue je ne comprenais pas bien – « individualisme » et « consumérisme » non plus d'ailleurs – mais vu l'état de maman, ce n'était vraiment pas la peine d'en rajouter.

C'est dommage parce que je lui aurais bien aussi demandé sur le ton de la provocation pourquoi on disait souvent à la récré que « c'étaient tous des voleurs » ! Moi j'y croyais pas, même si je me demandais comment ils faisaient pour vivre. Faut dire que je me posais aussi d'autres questions moins importantes à leur sujet. Je me disais par exemple qu'ils n'avaient sûrement pas de connexion Internet et que ça doit faire bizarre aujourd'hui de vivre sans. D'ailleurs, nous aussi on est des voleurs. Ben oui, puisqu'on télécharge tous sur Internet !

En tout cas, ils avaient éprouvé toutes les peines du monde à s'installer de manière provisoire quelque part. Même quand le terrain était vide depuis des années, il possédait toujours un propriétaire. Et celui-ci ne tardait pas à se manifester pour refuser vigoureusement leur venue et leur demander plus ou

moins gentiment de quitter les lieux. On les avait ainsi déjà déplacés quatre fois. Et c'était visiblement une fois de trop.

Voici donc tout ce que se disait le petit garçon, le nez collé à la fenêtre, en voyant défiler cet étrange cortège.

Il y avait des gens qui marchaient à côté des caravanes, sans se dire un mot, ou alors doucement parce qu'on n'entendait rien de loin. Lorsque la dernière caravane disparut de son champ de vision, il resta un moment suspendu puis se souvint qu'il avait une poésie à mémoriser.

À la réflexion, il se dit qu'il préférerait peut-être le loup finalement.

Crédit photo : [Simaje](#) (Creative Commons By)

Le Dividende Universel : valorisation de la couche libre et non marchande de la société

Il peut y avoir quelques nuances entre les différentes expressions, mais qu'on l'appelle [Revenu citoyen](#), [Revenu de vie](#), [Allocation universelle](#) ou [Dividende Universel](#), l'idée principale consiste à verser tout au long de sa vie un revenu unique à tous les citoyens d'un pays, quels que soient leurs revenus, leur patrimoine, et leur statut professionnel.



Ce revenu permettant à chaque individu de satisfaire ses besoins primaires tels que se nourrir, se loger, se vêtir, voire acquérir certains biens culturels de base.

À priori cela semble totalement fou. Mais quand on se penche sur les sites *spécialisés*, comme CreationMonetaire.info d'où est issu le billet reproduit ci-dessous, on réalise que c'est peut-être moins utopique qu'on ne le croit.

Du reste, nous pouvons témoigner : GNU/Linux, Wikipédia, OpenStreetMap... les projets utopiques existent, nous en avons rencontrés ☐

Et puis, reconnaissons surtout que c'est l'économie actuelle qui est devenue complètement folle et qui va finir par tous nous mettre à genoux. Alors folie contre folie...

En tout cas il n'est pas anodin de voir le logiciel libre et sa culture fournir des arguments aux partisans de cette *idée folle*. Et inversement, imaginez qu'un jour à tous les membres de la communauté du Libre un revenu minimum pour vivre, ce serait à n'en pas douter une explosion d'enthousiasme et de projets !

Parce que c'est bien moins l'argent^[1] qui nous manque que le temps. Un temps trop souvent occupé à devoir survivre...

PS : Comme ce n'est pas le premier article du Framablog qui tourne autour du sujet, je viens de créer un [tag dédié](#) pour l'occasion.

Les 4 arguments du Dividende Universel

[URL d'origine du document](#)

*Stéphane Laborde – 17 mai 2010 – CreationMonetaire.info
Licence Creative Commons By*

Depuis quelques semaines, je reçois des demandes d'arguments

concernant le Dividende Universel, par des personnes connaissant le sujet, mais qui se trouvent confrontées à des interlocuteurs ignorants de la question. Il y a bien sûr la multitude de liens, d'explications et de justifications qui se trouvent sur [l'article Wikipedia qui le concerne](#), mais je vais résumer ici les points fondamentaux nécessaires à l'introduction dans le sujet pour un novice :

1. L'argument massue de la propriété de la zone EURO (remplacer EURO par la monnaie de son choix).

La Zone EURO est une construction fondamentalement Citoyenne. Chaque Citoyen via son Etat respectif est co-proprétaire de la Zone Euro, et il est régulièrement convié à voter pour élire ses représentants tant locaux que continentaux, directement ou indirectement.

Or tout propriétaire d'une entreprise quelle qu'elle soit, reçoit, en proportion de sa détention du capital un Dividende annuel, généralement autour de 5% de la valeur de l'entreprise. La Zone Euro étant économiquement valorisable en proportion de sa Masse Monétaire en Circulation (voire du PIB, mais PIB et Masse Monétaire sont interdépendants).

Le Dividende Universel correspond donc simplement à la reconnaissance de la co-propriété de la zone économique par chaque Citoyen (présents et à venir, aucune génération n'a de droit privilégié de ce point de vue).

Cet argument conviendra à tout défenseur de la propriété et du droit économique.

2. L'argument de la création libre et non marchande

L'Art, les logiciels libres, les écrits libres de droit, le travail non marchand effectué par l'action associative ou individuelle etc... Que fournissent chaque citoyen de la zone euro, est une valeur, incommensurable, qui bénéficie au

secteur marchand directement ou indirectement. (par exemple internet fonctionne avec une couche de logiciels libres qui ont été développés et distribués sans aucune reconnaissance monétaire).

Ces valeurs sont difficilement monnayables, parce que ce qui fait leur valeur, est justement l'adoption par le plus grand nombre, d'autant plus rapidement que c'est gratuit. Or sur ce substrat de valeur, se développent des valeurs marchandes, qui elles valorisent leurs produits raréfiés.

Le Dividende Universel est une valorisation de cette couche libre et non marchande de la société, qui est la juste compensation du droit d'usage de cette couche multi-valeur pour des activités marchandes.

Cet argument conviendra à tous ceux qui souhaitent travailler et créer pour autrui, sans contrainte marchande, en étant valorisé à minima, sans pour autant vouloir tirer un avantage économique de leur création (artistes, développeurs libres, auteurs libres, blogueurs, bénévoles associatifs, aides de voisinage etc...)...

3. L'argument anti-crises financières de la Création Monétaire neutre

La Création Monétaire par effet de levier est une dissymétrie qui accentue les écarts capitalistiques sans raison. Parce que X,Y ou Z ont un avantage capitalistique de départ, on leur permet de surévaluer cet avantage par un effet de levier de création monétaire, qui dévalue la monnaie existante, et leur permet à tout moment d'acheter ou de copier toute innovation par création de fausse monnaie momentanée (éventuellement détruite lors du remboursement de la fausse monnaie-dette émise, mais le mal est fait, et toute l'Histoire montre que jamais cette dette n'est réellement remboursée par les plus gros bénéficiaires, sommets de pyramides de Ponzi...).

Le Dividende Universel est une création monétaire neutre et

symétrique dans le temps et dans l'espace, et rend à la monnaie tout sens sens premier : **un Crédit Mutuel entre Citoyens**, versé non pas en une fois, mais progressivement, tout le long de la vie, et de façon relative à la richesse mesurable (Proportionnelle à La masse monétaire / Citoyen), sans léser les générations futures.

Cet argument conviendra aux Scientifiques, Economistes et Ingénieurs, soucieux de justifications théoriques solides.

4. L'argument de la valeur fondamentale de toute économie

La valeur fondamentale de toute mesure est l'observateur lui même. En effet hors l'observateur il n'est point de mesure, alors que hors objet extérieur, l'observateur peut toujours se prendre lui même pour objet d'observation. C'est le point minimum et suffisant pour toute mesure.

L'homme est l'observateur de l'économie, autant que son acteur fondamental, et son service en est l'objectif premier. Or cette valeur fondamentale nécessite d'être valorisée sur une base éthiquement acceptable, afin que son potentiel de création, de travail pour autrui, de choix de développement économique, soit libre et non faussé.

En valorisant l'homme par un micro-investissement continu, tout le long de sa vie, c'est l'ensemble de l'économie qui investit dans chacune de ses composantes économiques fondamentales, le "risque" étant noyé dans la multitude.

Le Dividende Universel est un micro-investissement global et continu sur la valeur productive fondamentale de toute économie : l'homme.

Cet argument conviendra aux humanistes, philosophes, constitutionnalistes, et juristes soucieux des Droits de l'Homme.

Notes

[1] Crédit photo : [Zieak](#) (Creative Commons By)

Paul Ariès et le logiciel libre ont-ils des choses à se dire ?

Un internaute a eu l'idée de compiler les interventions de [Paul Ariès](#) (et uniquement celles-ci), lors de l'émission [Ce soir ou jamais](#) du 1er avril dernier consacrée à l'actualité économique : bouclier fiscal, taxe carbone. situation de la Grèce, etc. Vous trouverez cette vidéo à la fin du billet.

Montage oblige, il n'y a plus ni dialogue ni débat, et on *mouche* ainsi facilement l'autre invité qu'était [Alain Madelin](#) (ce qui, je le confesse, ne m'a pas dérangé). Mais j'ai néanmoins trouvé cela fort intéressant et parfois très proche de certains articles parus dans la rubrique [« Hors-sujet ou presque »](#) du Framablog, où il s'agit souvent, avec moult précautions, de voir un peu si le logiciel libre et sa culture sont solubles dans le politique, l'économique, l'écologique ou le social.

Paul Ariès était ainsi [présenté](#) sur le site de l'émission :

Paul Ariès est politologue, directeur du journal Le Sarkophage qui se veut un journal d'analyse critique de la politique de Nicolas Sarkozy, rédacteur au mensuel La Décroissance, collaborateur à Politis et organisateur du « Contre-Grenelle de l'Environnement ». Paul Ariès est considéré par ses adversaires comme par ses défenseurs comme

« l'intellectuel de référence » du courant de la [décroissance](#). Auteur d'une trentaine d'essais, il vient de publier « La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance » (La Découverte), et un pamphlet intitulé « Cohn Bendit, l'imposture » (Max Milo).

Extrait (autour de la 13e minute) :

On peut reprocher tout ce que l'on veut au système capitaliste et à cette société d'hyper-consommation, mais il faut reconnaître que c'est une société diablement efficace. Pourquoi ? Parce qu'elle sait susciter le désir et le rabattre ensuite sur la consommation de biens marchands. Or, comme le désir est illimité, on va désirer toujours plus de consommation.

Donc, si on veut être à la hauteur il ne s'agit pas de vouloir faire la même chose mais en moins. Il faut avoir un principe aussi fort à opposer. Et à mes yeux la seule chose aussi forte que l'on peut opposer au toujours plus, c'est la gratuité. Parce que la gratuité, on l'a chevillée au corps. C'est le souvenir du paradis perdu, c'est le sein maternel, c'est les relations amoureuses, amicales, associatives, c'est les services publics, c'est le bien commun.

Le bon combat pour les XXIe siècle, ce n'est pas de manifester pour l'augmentation du pouvoir d'achat, c'est de manifester pour la défense et l'extension de la sphère de la gratuité.

Sémantiquement parlant, on se méfie beaucoup sur ce blog et ailleurs de cette notion de « gratuité ». Alors j'ai eu envie d'en savoir plus et je suis tombé sur ce tout aussi intéressant article (issu du site du [NPA](#)) : [La révolution par la gratuité de Paul Ariès](#).

Extrait :

Il ne peut y avoir de société de la gratuité sans culture de la gratuité, comme il n'existe pas de société marchande sans culture marchande. Les adversaires de la gratuité le disent beaucoup mieux que nous. John H. Exclusive est devenu aux Etats-Unis un des gourous de la pensée « anti-gratuité » en publiant Fuck them, they're pirates (« Qu'ils aillent se faire foutre, ce sont des pirates »). Il y explique que le piratage existe parce que les enfants sont habitués à l'école à recopier des citations d'auteurs, à se prêter des disques, à regarder des vidéos ensemble, à emprunter gratuitement des livres dans les bibliothèques, etc. L'école (même américaine) ferait donc l'éducation à la gratuité.

Les milieux néoconservateurs proposent donc de développer une politique dite de la « gratuité-zéro » qui serait la réponse du pouvoir aux difficultés des industries « culturelles » confrontées au développement des échanges gratuits, via les systèmes « peer-to-peer ». La politique à promouvoir sera totalement à l'opposé et passera par la généralisation d'une culture de la (quasi)gratuité. Nous aurons besoin pour cela de nouvelles valeurs, de nouveaux rites, de nouveaux symboles, de nouvelles communications et technologies, etc. Puisque les objets sont ce qui médiatisent le rapport des humains à la nature quels devront être le nouveau type d'objets de la gratuité ?

L'invention d'une culture de la gratuité est donc un chantier considérable pour lequel nous avons besoin d'expérimenter des formules différentes mais on peut penser que l'école sera un relais essentiel pour développer une culture de la gratuité et apprendre le métier d'humain, et non plus celui de bon producteur et consommateur. Parions que la gratuité ayant des racines collectives et individuelles beaucoup plus profondes que la vénalité en cours, il ne faudrait pas très longtemps pour que raison et passion suivent...

Je ne sais pas ce que vous en penserez mais j'ai comme eu

l'impression que l'auteur ignorait tout simplement l'existence du logiciel libre, qui n'est pas cité une seule fois dans ce long article.

Est-ce que la « gratuité » de Paul Ariès ne ressemble pas finalement à la « liberté » du logiciel libre (dont la gratuité n'est qu'une éventuelle conséquence) ? Cette liberté du logiciel libre n'est-elle pas plus forte, subversive, et au final plus pertinente et efficace pour étayer les arguments de Paul Ariès ?

Voici quelques unes des questions qui me sont donc venues en tête à la lecture du passage vidéo ci-dessous^[1] :



-> La [vidéo](#) au format webm

Une vidéo qui fait écho, plus ou moins directement, aux billets suivants du Framablog :

- [Appel pour le revenu de vie : soyons réalistes, demandons l'impossible !](#)
- [Manifeste pour la récupération des biens communs](#)
- [L'avenir libre de Bernard Stiegler ou gratuit de Jacques Attali ?](#)
- [Et pourquoi pas aussi l'Open Money ?](#)
- [Politique et Logiciel Libre : Europe Écologie loin devant tous les autres ?](#)
- [Nous y sommes, par Fred Vargas](#)
- [Un autre monde est possible selon André Gorz \(et le logiciel libre\)](#)

Notes

[1] Merci à [Dd](#) pour la conversion de [la vidéo au format Ogg](#) sur [Blip.tv](#).

Logiciel libre et économie de la contribution : le temps de la déprolétarisation

Le 6 mars dernier [Philippe Aigrain](#) et [Jérémie Zimmermann](#) étaient invités par [Alain Giffard](#) et [Bernard Stiegler](#) dans le cadre des rencontres du Théâtre de la Colline de l'association [Ars Industrialis](#).

Le titre était alléchant : **Logiciel libre et économie de la contribution : le temps de la déprolétarisation.**

Et la [présentation](#) tout autant :

Nous y accueillerons Philippe Aigrain et Jeremie Zimmermann, avec lesquels nous débattons des enjeux du logiciel libre du point de vue d'une économie de la contribution, dans un contexte industriel marqué par une extraordinaire croissance des technologies numériques, qui pénètrent désormais pratiquement tous les aspects de la vie quotidienne. Mais nous examinerons aussi cette question dans le souci de réfléchir aux possibilités et aux spécificités du modèle contributif dans d'autres secteurs que l'économie numérique elle-même.

Plus généralement, nous mettrons à l'épreuve l'hypothèse selon laquelle le mouvement culturel, social et professionnel du logiciel libre et des creative commons constituent un précédent historique avec lequel, pour la première fois dans l'histoire industrielle, une tendance qui conduisait à ce que les processus de prolétarisation, c'est à dire de pertes de savoirs, affectant progressivement tous les acteurs de la société industrielle (producteurs, consommateurs,

concepteurs, mais aussi investisseurs devenus spéculateurs), semble se renverser en une tendance contraire, où la technologie industrielle est mise au service de la reconstitution de communautés de savoirs.

C'est comme extension de ce mouvement et des nouvelles caractéristiques organisationnelles sur lesquelles il repose que le modèle du logiciel libre, qui constitue la matrice de l'économie de la contribution, annoncerait le dépassement des modèles industriels productivistes et consuméristes.

Quelle frustration de ne pouvoir en être !

Mais merci à [Christian Fauré](#) d'avoir enregistré ce débat de haute volée (ce dernier précise : « la discussion qui a suivi a été vraiment exceptionnelle, par exemple lors de l'intervention d'Alain Pierrot, vous la retrouverez bientôt sur le site d'Ars Industrialis »).

Bernard Stiegler

→ La [vidéo](#) au format webm



Philippe Aigrain

→ La [vidéo](#) au format webm



Jérémie Zimmermann

→ La [vidéo](#) au format webm



Alain Giffard

→ La [vidéo](#) au format webm



Économie Sociale et Logiciels Libres : Le temps de l'alliance ?

Voici un article de Bastien Sibille susceptible de ne pas laisser notre lectorat indifférent.



Voir en effet le logiciel libre comme « un rempart contre la tentation hégémonique du capitalisme », et qui devrait donc par là-même s'allier à l'[économie sociale](#) afin de ne pas perdre « son potentiel émancipateur » et participer de concert à « la reconquête des biens communs », est un point de vue dont l'adhésion est certaine mais pas forcément totale.

L'occasion d'en débattre donc ensemble après lecture^[1].

Bastien Sibille est coordonateur de l'[Association Internationale du Logiciel Libre \(Ai2L\) pour l'Économie Sociale](#). Un article qui fait écho à [Sébastien Broca : Du logiciel libre aux théories de l'intelligence collective](#) et qui revisite une nouvelle fois la différence d'approche entre « logiciel libre » et « [open source](#) ».

Économie Sociale – Logiciels Libres, le temps de l'alliance

[URL d'origine du document](#)

Deux mondes co-existent qui dressent des remparts contre la tentation hégémonique du capitalisme : l'un est ancien et puise ses racines dans le XIXe siècle industriel – le monde de l'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations...) ; l'autre est plus jeune et tisse ses réseaux dans le XXIe siècle informatique – le monde du logiciel libre. Si les communautés du libre et les entreprises d'économie sociale se connaissent et se côtoient depuis plus d'une décennie, elles ne voient pas souvent combien leurs luttes sont proches. Le temps est venu de dire la proximité de ces luttes et l'urgence de leur alliance.

Raisons de l'alliance

Depuis une vingtaine d'années des communautés d'informaticiens, puis des entreprises informatiques, ont développé ce qu'on appelle des « logiciels libres ». Les logiciels libres sont des logiciels que l'on peut librement exécuter, étudier, modifier et diffuser autour de soi. Ils s'opposent aux logiciels propriétaires dans la mesure où leur code est « ouvert » alors que celui des logiciels propriétaire est « fermé ». L'ouverture est à la fois technique et juridique. Sur le plan technique, le code source des logiciels libres est « lisible » par des êtres humains alors que celui des logiciels propriétaires est distribué en langage machine, ce qui le rend illisible même par les informaticiens. Sur le plan juridique, les logiciels libres sont protégés par des « licences libres » qui assurent qu'ils ne pourront jamais être privatisés et resteront un bien commun.

Les principes qui encadrent la production, la distribution et l'usage des logiciels libres présentent d'importantes synergies avec les principes de l'économie sociale. Il faut tout d'abord relever une synergie dans le rapport à l'accumulation du capital entre les entreprises d'économie

sociale et les communautés du libre. Un logiciel, parce qu'il est l'accumulation du travail des femmes et des hommes qui l'ont modelé, est un capital – un capital immatériel. Les licences propriétaires organisent la rémunération de ce capital immatériel: chaque fois qu'il est dupliqué et vendu, il génère un gain sans qu'un travail supplémentaire n'ait été fourni. Dans le cas des logiciels libres, point de rémunération du capital : seul le travail paie. Voilà un premier trait qui place les logiciels libres tout proche des luttes historiques de l'économie sociale.

Ensuite, les modes de production du libre respectent au moins trois autres piliers fondamentaux des entreprises d'économie sociale.

- La liberté d'entrée et de sortie : un homme entre librement dans une association, et en sort tout aussi librement. Cette liberté est très présente dans la philosophie et la pratique des logiciels libres : tout utilisateur qui le souhaite peut entrer dans le code, l'utiliser, et en sortir librement.
- Le principe démocratique : un homme = une voix. Cette liberté fondamentale du fonctionnement des associations est à l'œuvre dans les logiciels libres : tout utilisateur du code peut prendre part à la création ou à la modification du code. Les communautés d'utilisateurs des logiciels libres prennent ainsi part à leur amélioration en indiquant aux développeurs les bugs qu'ils ont repérés. Nous sommes ici à l'opposé des modes de production des logiciels propriétaires, dans lesquels quelques informaticiens décident pour tous du fonctionnement du logiciel.
- L'impartageabilité des réserves pour finir. Lorsqu'un ensemble de femmes et d'hommes créent une richesse logicielle, lorsqu'ils écrivent ensemble le code informatique puis décident de le protéger par une licence libre, ils s'assurent que la richesse produite

ne pourra être privatisée : le code restera ouvert à tous. Personne ne pourra se l'approprier. La richesse immatérielle placée sous licence libre ne peut que rester commune.

Urgence de l'alliance

L'alliance des entreprises d'économie sociale et des communautés du libre est une nécessité stratégique. L'intensification de l'usage, depuis les années 1980, de la micro-informatique – traitements de textes, tableurs, agendas – et, depuis le milieu des années 1990, des réseaux informatiques – courriels, sites internet, intranet, prestation de services et paiements en ligne – ont conduit les entreprises d'économie sociale à dépendre de plus en plus fortement des logiciels informatiques. Aujourd'hui, ces logiciels sont majoritairement produits par des entreprises capitalistes. Ces entreprises organisent la rémunération de leurs investissements en « fermant » le code des logiciels, de manière à ce que (1) ceux qui veulent s'en servir soient obligés de les acheter, et (2) ceux qui veulent lire les fichiers créés par ces logiciels soient obligés d'acquérir les logiciels.

Les logiciels propriétaires sont des chevaux de Troie de l'économie capitaliste placés au cœur des entreprises d'économie sociale. Leur utilisation par les entreprises d'économie sociale est extrêmement préoccupante. D'abord parce qu'elle signifie que les structures d'économie sociale reposent, pour une très large partie de leurs activités, sur des outils informatiques qui, de par leur mode de production et leur architecture, ne correspondent pas à leur valeurs. Ensuite parce qu'il rend les structures d'économie sociale dépendantes d'entreprises capitalistes. Au-delà de l'incohérence de valeurs, cette dépendance est inquiétante. Elle signifie, par exemple, que toute la mémoire informatique (l'ensemble des fichiers textes, des images, des tableurs) des entreprises d'économie sociale dépend, pour son utilisation

future, de la survie ou du bon vouloir des entreprises capitalistes qui produisent les logiciels.

Aujourd'hui, l'indépendance des structures d'économie sociale vis-à-vis des éditeurs capitalistes du code informatique est possible. Les logiciels libres offrent aux structures d'économie sociale une alternative puissante.

- Elle est puissante d'abord parce que le code libre est un code pérenne: il pourra toujours être repris, retravaillé, remodelé pour coller au mieux aux besoins des structures qui le déploient.
- Elle est puissante aussi parce que le code libre est un code solide: dans la mesure où il est ouvert, tous les acteurs compétents de la communauté du libre participent à son amélioration. C'est l'assurance que ses faiblesses sont vite repérées et corrigées.
- Elle est puissante ensuite parce que le code libre est un code solidaire : les logiciels développés par certaines structures d'économie sociale pourront bénéficier à d'autres. En ayant la possibilité de librement distribuer les logiciels qu'elle utilise, une structure d'économie sociale facilite ses communications électroniques avec des structures partenaires et notamment avec des partenaires qui n'auraient pas eu les moyens d'acheter les logiciels.
- Elle est puissante enfin parce qu'elle permet aux structures d'économie sociale d'utiliser, dans leurs actions quotidiennes, des outils informatiques qui sont cohérents avec les valeurs pour lesquelles elles se battent. De la même façon que les entreprises d'économie sociale se sont dotées d'instruments financiers et juridiques spécifiques, il est urgent qu'elles se dotent d'instruments informatiques qui respectent leurs principes.

Une alliance est nécessairement un mouvement à au moins deux sens. Les raisons qui encouragent les communautés du libre à

s'allier à l'économie sociale ne sont pas moins fortes que celles qui poussent les structures d'économie sociale à adopter les logiciels libres.

Équiper les entreprises d'économie sociale en logiciels libres, c'est équiper des entreprises dont les modes de fonctionnement et de travail sont proches des modes de production des logiciels libres : la coopération, le travail en réseau, le bénévolat sont des éléments particulièrement présents dans le quotidiens des structures d'économie sociale. Les logiciels libres y sont donc soumis à un usage intensif par des utilisateurs plus prompts que d'autres à signaler les bugs aux communautés et à leur faire bénéficier des améliorations des logiciels. Il y a fort à parier que la qualité des logiciels libres augmentera substantiellement s'ils sont largement utilisés par les structures d'économie sociale. D'autre part, la force de frappe informatique des entreprises d'économie sociale est considérable. De nombreuses entreprises d'économie sociale mobilisent des services informatiques importants tant par le nombre d'informaticiens qui y travaillent que par les développements qu'ils ont produits. En s'alliant à l'économie sociale, les communautés du libre pourront compter sur la puissance de feu informatique de celle-ci.

Les logiciels libres et l'économie sociale sont des mouvements d'émancipation. En s'alliant à l'économie sociale, le mouvement du libre rejoint une force de progrès et de justice susceptible de le porter vers de nouveaux horizons ; il rejoint une lutte historique ancienne, profondément enracinée dans nos sociétés, capable de mobiliser des réseaux étendus et variés. Autrement dit, en s'alliant à l'économie sociale, le mouvement du libre intègre un mouvement plus vaste que lui sur lequel il pourra s'appuyer pour continuer à construire sa légitimité.

Ce n'est pas tout. Les communautés du libre sont aujourd'hui à un tournant : la qualité de leur production logicielle les

conduit à être de plus en plus au cœur des stratégies de très grandes entreprises informatiques. Le libre d'hier n'est plus le libre d'aujourd'hui, et l'esprit de ses pionniers pourrait bientôt n'y plus rayonner que marginalement. Les enjeux capitalistes commencent à imprimer sensiblement leur marque sur les projets de logiciels libres : le risque est que la réussite du libre ne dissolve son potentiel émancipateur. Ici, l'alliance des communautés du libre avec les structures d'économie sociale prend toute sa dimension – elle assure que le succès du libre ne se fera pas au détriment de son sens politique profond.

Enjeux de l'alliance

Il faut enfin dire qu'une prise de position forte en faveur des licences libres marque, pour les alliés, un engagement dans un débat beaucoup plus large. Dans un monde où les modes de productions sont de plus en plus tournés vers les biens immatériels, les enjeux socio-politiques liés à la propriété intellectuelle deviennent cruciaux et ne s'arrêtent pas aux seuls logiciels. Le brevetage des génomes des plantes et des animaux, des molécules actives des médicaments ou l'augmentation de la durée du droit d'auteur applicable aux œuvres d'art sont des exemples de la violence des mécanismes actuels de privatisation de l'immatériel. La propriété intellectuelle est ainsi au cœur des luttes présentes et futures dans des champs aussi variés que l'agriculture, la santé ou l'art.

En prenant une position claire en faveur des logiciels libres, des licences libres et des modes de production et de diffusion des produits de l'esprit qu'elles organisent, les communautés du libre et les entreprises d'économie sociale s'engagent dans un combat plus vaste que le seul domaine informatique : celui de la reconquête des biens communs. Ce combat est crucial pour l'avenir nos sociétés.

Notes

[1] Crédit photo : [Rolands Lakis](#) (Creative Commons By)

Manifeste pour la récupération des biens communs

Cela peut sembler parfois un peu naïf, utopique, ou ne dépassant pas, comme ici, le stade de la déclaration d'intention (le cul posé sur sa chaise). Mais il est indéniable que quelque chose se met doucement mais sûrement en place autour de la défense des biens communs (les *commons* en anglais). La crise, si il fallait lui trouver du positif, ayant contribué à favoriser les prises de conscience en accélérant le mouvement.



Comme pour [l'édifiant reportage de Carole Poliquin](#), il y a une certaine cohérence à regrouper ainsi des éléments éparses à préserver et développer, dont on ne s'étonnera guère d'y trouver également le logiciel libre^[1].

Manifeste

[URL d'origine du document](#)

La privatisation et la marchandisation des éléments vitaux pour l'humanité et pour la planète, sont plus fortes que jamais. Après l'exploitation des ressources naturelles et du travail humain, ce processus s'accélère et s'étend aux

connaissances, aux cultures, à la santé, à l'éducation, aux communications, au patrimoine génétique, au vivant et à ses modifications. Le bien-être de tous et la préservation de la Terre sont sacrifiés au profit financier à court terme de quelques-uns.

Les conséquences de ce processus sont néfastes. Elles sont visibles et connues de tous : souffrance et mort de ceux qui ne peuvent accéder aux traitements brevetés et que la recherche orientée vers un profit commercial néglige, destruction de l'environnement et de la biodiversité, réchauffement climatique, dépendance alimentaire des habitants des pays pauvres, appauvrissement de la diversité culturelle, réduction de l'accès à la connaissance et à l'éducation par l'établissement du système de propriété intellectuelle sur la connaissance, impact néfaste de la culture consumériste.

Le Forum Social Mondial de 2009, à Belem, Pará, au Brésil, se déroule au moment particulier où la globalisation néolibérale, dominée par des marchés financiers hors de tout contrôle public, échoue spectaculairement. Il se produit aussi au moment où émerge une prise de conscience qu'il y a des biens d'usage commun à tous les êtres humains, et à la nature elle-même, lesquels ne peuvent en aucun cas être privatisés ou considérés comme des marchandises.

Cette prise de conscience s'appuie sur une vision de la société qui place le respect des droits humains, la participation démocratique et la coopération au cœur de ses valeurs. Les initiatives alternatives se développent dans de nombreux domaines pour la défense de l'eau et des fleuves, de la terre, des semences, de la connaissance, de la science, des forêts, des mers, du vent, des monnaies, de la communication et des intercommunications, de la culture, de la musique et des autres arts, des technologies ouvertes et du logiciel libre, des services publics d'éducation, de santé, d'assainissement, de la biodiversité et des connaissances ancestrales.

Les signataires du présent Manifeste, lancé au Forum Social Mondial de 2009, appellent tous les citoyens du monde et leurs organisations à s'engager dans l'action pour la récupération et la mise en commun des biens de l'humanité et de la planète, présents et à venir, afin que leur gestion soit assumée dans une démarche participative et collaborative par les personnes et les communautés concernées et à l'échelle de l'humanité dans la perspective d'un monde soutenable.

Les signataires appellent tous les citoyens du monde et leurs organisations à approfondir la notion de biens communs, à partager leurs approches et leurs expériences pour la dé-privatisation et la dé-marchandisation des biens communs de l'humanité et de la planète, à articuler les luttes de leurs propres organisations, en renforçant mutuellement leurs campagnes et leurs initiatives.

Notes

[1] Crédit photo : [Alex Barth](#) (Creative Commons By)